

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant): Pas du tout, monsieur le Président. Je suis vraiment surpris que le député, qui représente la province de Québec, puisse condamner ce que fait le ministre, alors que pour la première fois en 16 ans il a signé un accord de développement régional de 1 milliard de dollars avec sa province.

Des voix: Bravo!

[Français]

LA DÉMISSION POSSIBLE DU MINISTRE DE L'EXPANSION
INDUSTRIELLE RÉGIONALE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

J'aimerais dire au vice-premier ministre que deux Québécois se sont tenus debout: M. Masse et M^{me} Blais-Grenier ont eu le courage de démissionner et de quitter leur poste.

Le vice-premier ministre serait-il prêt à demander au ministre de l'Expansion industrielle régionale de démissionner de son poste, parce que la réputation de tous les députés est atteinte par l'attitude du ministre et celle du vice-premier ministre?

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, je suis surpris que le député accuse l'ancienne ministre d'État d'avoir démissionné pour quelque malhonnêteté, alors que ce n'est absolument pas le cas. En ce qui concerne le ministre des Communications, les faits sont officiels. Il a agi honorablement et il est de retour parmi nous, pour le plus grand plaisir du député, j'en suis sûr.

* * *

LES PÊCHES

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je voudrais prendre quelques minutes pour aborder une autre affaire louche. Ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle n'ignore pas que des représentants des principaux syndicats de pêcheurs et de travailleurs côtiers de la côte est et de la côte ouest sont à la tribune aujourd'hui pour la première fois de notre histoire...

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. Hnatyshyn: Ma belle-mère est là aussi, mais je n'oserais pas la mentionner.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Le député sait fort bien qu'il n'a pas le droit de faire allusion à la présence des visiteurs à la tribune. La parole est au député de Skeena-Est.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Je reviendrai dans une minute au député de Skeena.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je le ferai.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. C'est déjà une journée passablement pénible avec tout ce bruit. Je reviendrai au député, mais il devrait savoir que ce genre d'allusion est antiréglementaire. La parole est au député de Saskatoon-Est.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS SUR LES QUESTIONS AGRICOLES AVEC LES
PAYS DE L'OCDE

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, ma question d'adresse au ministre du Commerce extérieur. Nous avons vu ces jours derniers le premier ministre attirer beaucoup l'attention internationale sur les difficultés qu'éprouvent les agriculteurs de l'ouest du Canada à cause des subventions agricoles croissantes et nuisibles des Américains et des Européens. Quand prévoit-on que l'OCDE commencera son étude sur la question agricole internationale, et quelles autres démarches feront les collaborateurs du ministre auprès des pays membres de l'OCDE pour résoudre ce problème?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'informe le député que l'OCDE a déjà commencé son étude. Un rapport est en préparation et sera prêt pour la prochaine réunion ministérielle de l'OCDE. Entre temps, moi et mes collègues, le ministre des Finances, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et les autres ministres intéressés, aborderons la question chaque fois que l'occasion se présentera avec les pays membres de la Communauté économique européenne.

M. le Président: Le député de Skeena. Juste une question, s'il vous plaît.

* * *

LES PÊCHES

LA PROTECTION DES PÊCHEURS PAR LA LOI SUR L'ASSURANCE-
CHÔMAGE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, est-ce que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} MacDonald) peut apaiser les craintes des pêcheurs de la côte est et de la côte ouest et leur assurer qu'il continueront d'être pleinement protégés par la Loi sur l'assurance-chômage? Est-ce que la ministre et son gouvernement reconnaissent que les pêcheurs sont effectivement des travailleurs et doivent être protégés par la Loi sur l'assurance-chômage?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de rencontrer des représentants de ces personnes hier, nous avons échangé des points de vue et j'ai écouté leurs instances. J'avoue comprendre leurs craintes et leurs inquiétudes. Je crois, dans une certaine mesure, avoir pu les rassurer.